

4D

Dialogue #5: Urbanisation et le(s) dividende(s) démographiques

Dialogues sur les politiques de
gouvernement à gouvernement
sur la diversité démographique
et les dividendes



ONU  HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

Union
Africaine 



INTRODUCTION

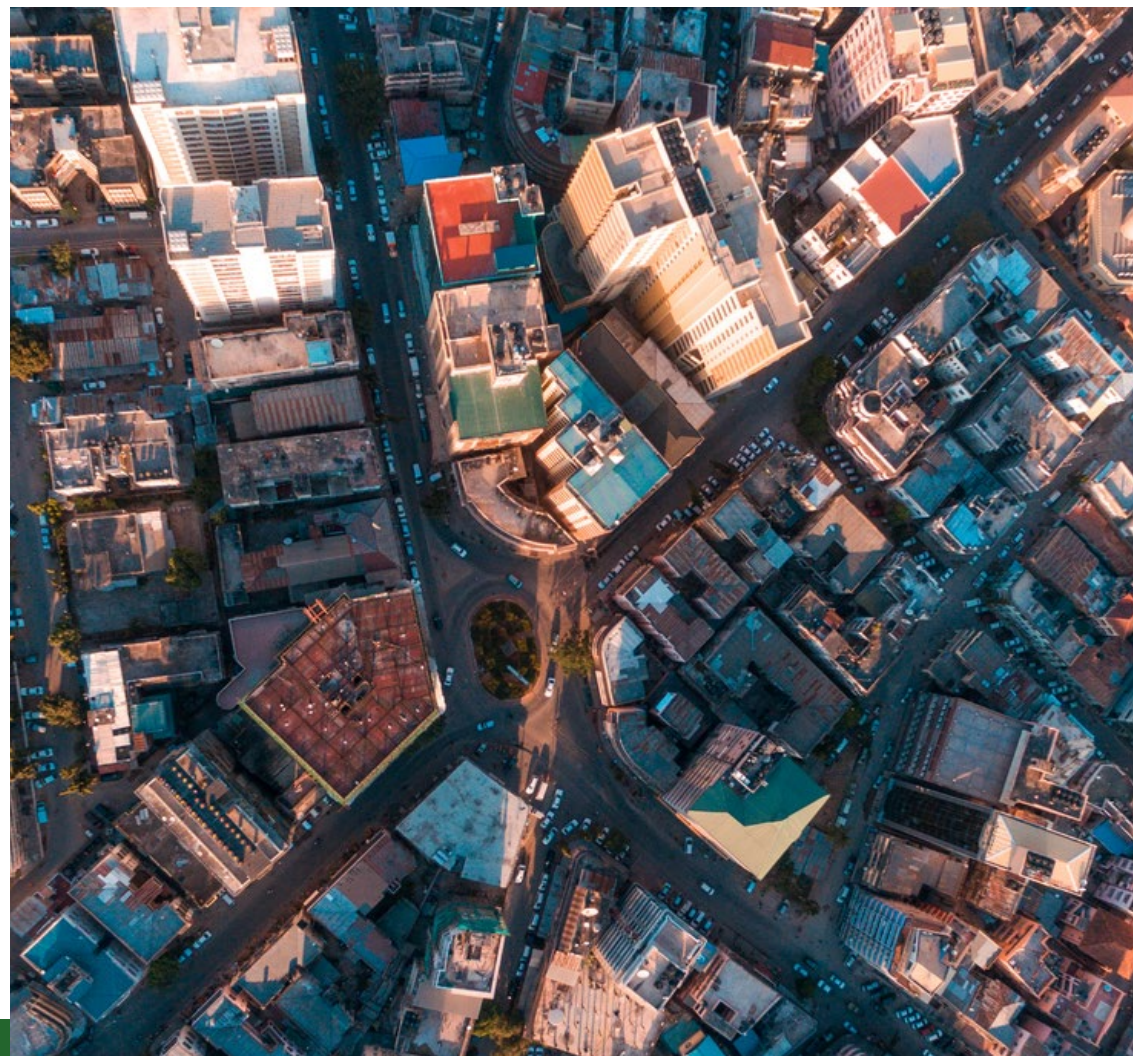
Nul n'a été surpris, en 2019, d'entendre le [Secrétaire général des Nations unies placer l'urbanisation parmi les cinq mégatendances qui influencent la progression vers le développement durable](#). Plus des deux tiers de la population mondiale devraient vivre en ville en 2050, soit une hausse de plus de 10 % par rapport à aujourd'hui. Sur le continent africain, d'ici 2050, 80 % de la croissance démographique aura lieu dans les villes. De nombreuses villes sont jeunes, car les jeunes ont de plus en plus tendance à migrer vers les villes pour profiter d'une meilleure éducation et avoir de meilleures possibilités d'emploi. Moteurs de l'innovation et du progrès, les villes présentent un vaste potentiel de développement social et économique tout en permettant aux jeunes et aux femmes de contribuer aux dividendes démographiques. Toutefois, lorsqu'elle est incontrôlée et non durable, la dynamique de l'urbanisation peut avoir l'effet inverse, c'est-à-dire exacerber la pauvreté, grossir les bidonvilles et précariser les conditions de vie. Pour tirer le meilleur parti possible des tendances à l'urbanisation, les pays doivent s'efforcer de créer des villes agréables pour tous, capables de constituer des espaces de résilience et de sécurité et de permettre aux habitants d'atteindre leur plein potentiel.

Le 17 mars 2022, plus de 160 participant·e·s, expert·e·s et intervenant·e·s de 60 pays se sont réuni·e·s virtuellement pour la cinquième édition des Dialogues politiques entre gouvernements sur la diversité et le(s) dividende(s) démographique(s). La série 4D, organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine (CUA), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le gouvernement allemand (rejoints par ONU-Habitat pour cette session), s'inspire des discussions lancées en 2019 lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 (Conférence internationale sur la population et le développement) autour des politiques et pratiques auxquelles les pays peuvent avoir recours dans la planification démographique et celle du développement.

Cinq sessions de groupe ont abordé des thèmes clés reliant urbanisation et dividendes démographiques et des exemples réussis de promotion d'un développement urbain durable:

- Accès universel au système de santé et au planning familial dans les villes
- Changements climatiques et résilience urbaine
- Aménagement urbain
- Villes et développement économique durable
- Lien développement urbain et développement rural

Ce rapport offre un bref compte rendu du dialogue, cherche à encourager l'engagement sur ces questions et reprend certains exemples qui ont été cités pendant l'événement. [Un document de réflexion](#) a été préparé à l'avance pour alimenter les discussions.



RÉSUMÉ

Dans les pays à urbanisation rapide, le développement économique et social repose sur les villes. Il est donc impératif que les gouvernements mettent l'accent sur l'urbanisation durable, seule solution pour que les habitant·e·s des zones urbaines, plus particulièrement les jeunes, puissent atteindre leur plein potentiel. Le développement urbain durable touche tous les domaines de la vie quotidienne et exige des responsables politiques qu'ils prennent en compte différents thèmes tels que les services de santé, le développement économique, le changement climatique ou les relations organiques des villes avec leur environnement rural. Ce n'est qu'en combinant tous ces éléments au sein des politiques, de la planification et des structures de gouvernance urbaines pour garantir le bien-être de tous, que les gouvernements parviendront à tirer parti de l'évolution démographique et à exploiter les dividendes démographiques.



La section suivante résume les principaux points d'action suggérés par les participant·e·s :

- Offrir, aux prestataires de services de santé urbains les formations et les ressources dont il·elle·s ont besoin pour offrir des services, des conseils et des informations exempts de préjugés et de discrimination, notamment aux jeunes, aux femmes, aux migrant·e·s, aux réfugié·e·s et aux autres groupes vulnérables.
- Au lieu de reproduire des projets innovants à petite échelle, les directeur·rice·s de programme doivent s'efforcer de les intégrer aux programmes en cours et envisager d'instaurer des partenariats public-privé pour financer leur diffusion.
- Créer des espaces adaptés aux jeunes offrant une gamme complète de conseils et d'informations et remédier aux idées fausses et à la désinformation dans le domaine de la santé.
- Favoriser le développement régional, intégré et interconnecté, de manière à exploiter le potentiel des villes secondaires et des zones rurales en faveur du développement économique et social.
- Promouvoir l'économie verte dans les villes pour accroître la résilience au changement climatique tout en créant des opportunités d'emplois durables.
- S'assurer que l'environnement commercial et les réglementations politiques favorisent les possibilités d'emploi formel et le renforcement des capacités des jeunes urbains.
- Assurer la participation judicieuse et active des communautés urbaines (particulièrement des communautés autochtones et informelles) afin que leurs connaissances et leurs expériences guident le développement de stratégies de résilience au changement climatique.
- S'appuyer sur les nombreux jeunes urbains pour faire progresser les technologies vertes, leur fournir des espaces pour élaborer et expérimenter des solutions et les aider à diffuser les meilleures idées et les projets pilotes réussis.
- Recueillir des données fiables et de qualité sur les populations urbaines afin de concevoir des politiques urbaines inclusives.
- Exploiter le potentiel des villes sans bidonvilles comme référence en matière de planification urbaine, en reconnaissant le rôle essentiel que jouent les bonnes conditions de vie sur le développement économique.



1. ACCÈS UNIVERSEL AU SYSTÈME DE SANTÉ ET AU PLANNING FAMILIAL DANS LES VILLES

Les villes offrent des conditions idéales pour mettre en place des services de soins de santé et de planning familial accessibles et inclusifs, sachant que leur densité est un gage de proximité des installations. Les services de planification familiale fonctionnels sont cruciaux, notamment pour l'autonomisation et le bien-être des femmes et pour lutter contre les effets négatifs de l'urbanisation. La ville idéale reste toutefois illusoire lorsque l'urbanisation est rapide et désorganisée. Dans ce cas, l'environnement urbain risque d'être lui-même source de problèmes sanitaires : l'inadéquation des infrastructures, la pollution, les conditions de vie précaires qui règnent dans les implantations informelles et l'environnement dangereux pour les femmes et les filles participent à la création de villes insalubres. Les programmes de planification familiale en contexte urbain sont également confrontés à d'autres obstacles, notamment du côté de l'offre, ainsi qu'à des facteurs sociaux, économiques et religieux qui freinent l'utilisation des contraceptifs. Des actions de suivi, d'évaluation et de recherche complémentaire sur ces questions sont nécessaires pour améliorer la conception des programmes. En effet, de tels développements empêchent les habitants des villes de profiter pleinement de leurs droits et d'atteindre leur plein potentiel, avec des conséquences particulièrement graves pour les groupes déjà vulnérables. L'accès universel aux soins de santé et au planning familial est une étape essentielle à franchir pour avoir une population en bonne santé, capable d'apprendre et de travailler, et constitue donc une condition préalable à l'exploitation des dividendes démographiques.

► Au Nigéria, l'Initiative de développement et d'autonomisation des jeunes (Youth Development and Empowerment Initiative – YEDI) est une initiative axée sur la santé des adolescents qui vise à faciliter l'accès aux services de santé. YEDI se concentre sur la santé sexuelle et reproductive des adolescent·e·s (SSRA), sur les orphelin·e·s, les enfants et les jeunes vulnérables, sur la prévention du VIH, sur l'éducation à la prévention du paludisme, sur la prévention de la violence fondée sur le genre et sur la sensibilisation à la prévention des maladies tropicales négligées. Entre autres villes, YEDI est active dans la capitale Lagos où l'initiative travaille depuis 2005 avec le ministère de la Santé de l'État de Lagos et avec le FNUAP pour offrir des services adaptés aux jeunes sur les sites « Hello Lagos ». Formé aux besoins spéciaux des adolescent·e·s, le personnel fournit aux jeunes des informations sur la santé en général et sur la SSR. Consciente du lien qui existe entre santé, éducation et emploi des jeunes, YEDI offre également des consultations et de l'aide au développement personnel et à la mobilisation des communautés.



Les participant·e·s du groupe de discussion **Accès universel au système de santé et au planning familial dans les villes** insistent sur le fait que l'accès aux soins de santé et l'accès à l'éducation sont interdépendants et forment, ensemble, la base de l'autonomisation des citoyens. Ils·elles ont identifié plusieurs facteurs, souvent interconnectés, qui entravent la mise en place de services de santé accessibles à tous. Le premier facteur est le manque de données désagrégées, particulièrement au sujet des groupes vulnérables et de leurs besoins respectifs. Résultat, les prestataires de services ne sont pas toujours sensibles aux besoins spécifiques des différentes populations urbaines. Les participant·e·s notent également que les groupes vulnérables ne peuvent pas toujours accéder aux centres en toute sécurité, ce qui annule un avantage potentiel du contexte urbain, à savoir la proximité de ces centres pour les habitant·e·s. En outre, le manque de financement empêche souvent l'adoption et la diffusion des bonnes pratiques de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de planification familiale. Les participant·e·s suggèrent plusieurs lignes de conduite possibles. Tout d'abord, les prestataires de services doivent recevoir les formations dont il·elle·s ont besoin pour pouvoir fournir des services, des conseils et des informations, notamment aux jeunes, aux femmes, aux migrant·e·s, aux réfugié·e·s et aux autres groupes vulnérables. Deuxièmement, au lieu de reproduire des projets innovants à petite échelle, les villes doivent s'efforcer de les intégrer aux programmes en cours. Les partenariats public-privé doivent être de plus en plus utilisés comme moyen de financement pour développer les projets à grande échelle. Enfin, la priorité doit être donnée à la création d'espaces adaptés aux jeunes offrant une gamme complète de conseils et d'informations, à la lutte contre les idées fausses et la désinformation sur la santé et à l'accès à des informations exemptes de préjugés et de discrimination.



“ La mobilité des femmes et des filles dans les villes (même lorsqu'on parle de villes denses et des avantages des villes en termes de proximité plus étroite avec les services de santé) est fortement limitée lorsque l'environnement est dangereux. Il est indispensable de surmonter les problèmes de planification urbaine liés à la sécurité et à la sûreté si l'on veut améliorer la santé des femmes et des filles, une condition primordiale pour réussir à tirer parti des dividendes démographiques potentiels.

Ronak Patel – Directeur du programme Urbanisation et résilience de l'initiative Harvard Humanitarian Initiative



2. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE, CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RÉSILIENCE URBAINE

Si rien n'est fait pour l'atténuer, le changement climatique peut exacerber les problèmes socio-économiques les plus pressants des villes. L'urbanisation constante renforce la nécessité de construire des villes plus résilientes au changement climatique afin que les personnes les plus vulnérables ne soient pas abandonnées à la pauvreté. Bien qu'une large partie de ces problèmes résultent des spécificités du cadre urbain, les villes offrent également des conditions idéales pour les résoudre à condition que les décideur·euse·s soient prêt·e·s à les exploiter. Étonnamment, dans le cas de la vulnérabilité à la pauvreté et au changement climatique, les solutions sont interconnectées et peuvent, si elles sont bien planifiées, être mutuellement bénéfiques par le biais de la croissance économique verte. Lorsque les responsables politiques et les professionnel·le·s des différents secteurs parviennent à combiner leurs actions de manière productive et à inclure les jeunes dans le processus, ils offrent à ces dernier·ère·s les conditions dont il·elle·s ont besoin pour prospérer, ce qui a un impact sur le développement économique et social de la société dans son ensemble.

► **L'Afrique du Sud** a mis en place un certain nombre d'observatoires urbains dans les grandes villes du pays afin d'améliorer le suivi, la collecte et l'analyse des données urbaines. Rapprochant les universités et les administrations locales, ces observatoires s'appuient sur l'expertise universitaire et sur des données générées localement pour améliorer les processus de planification urbaine. Les observatoires collectent et analysent des données fiables sur les zones urbaines afin d'identifier les principaux problèmes et opportunités et d'aider les décideur·euse·s à s'appuyer sur des données pour leurs futurs choix politiques. Le modèle des observatoires urbains a été élaboré par ONU-Habitat et par différents partenaires.



“ Pour rendre les économies des villes africaines plus vertes, nous avons besoin de nouvelles compétences qui n'existent malheureusement pas actuellement. Il est donc important d'améliorer les compétences des jeunes et de la population en général afin qu'il·elle·s puissent exploiter ces opportunités à l'avenir.

Joel Nana – Directeur de projet, Sustainable Energy Africa

Le groupe de discussion **Villes et développement économique durable** souligne le manque de données qui existent sur les zones urbaines, y compris sur le caractère informel et la dynamique démographique. Cette situation empêche de recourir à des approches de développement économique répondant aux besoins et aux spécificités des populations urbaines. Le groupe appelle également à un changement de perspective dans la lutte contre le changement climatique dans les villes. Premièrement, au lieu de voir l'urbanisation comme un problème, il est important de considérer les grandes populations urbaines comme une opportunité d'exploiter les dividendes démographiques. Deuxièmement, au lieu de mettre principalement l'accent sur les capitales, les responsables politiques doivent davantage tenir compte des villes secondaires, en exploitant également leur potentiel de développement économique et social et en favorisant la planification urbaine complémentaire pour les villes connectées. En ce qui concerne la création d'emplois, les participant·e·s conviennent que la transformation verte des économies urbaines et la planification urbaine résiliente au changement climatique présentent un potentiel important. Il·elle·s soulignent l'importance des environnements commerciaux et des réglementations politiques qui favorisent les opportunités d'emploi formel et le renforcement des capacités, particulièrement pour les jeunes. La transition verte doit s'appuyer sur des données fiables et suivre des processus de planification stratégique adéquats. Les partenariats entre les villes et les universités locales peuvent aider à collecter et à analyser des données urbaines.



Les villes ressentent déjà les impacts du changement climatique qui toucheront, un jour, la planète entière. Cela les rend vulnérables, mais leur offre également la possibilité d'être les catalyseurs de l'élaboration et de l'expérimentation de stratégies de résilience au changement climatique. Le groupe de discussion **Changements climatiques et résilience urbaine** a tenté de trouver des solutions pour permettre aux administrations locales de tirer parti de cette période cruciale pour améliorer la résilience urbaine et le développement économique durable et inclusif. Le groupe a insisté sur le fait que les stratégies de résilience ne doivent pas s'appuyer sur des approches centralisées, mais inclure le potentiel des communautés urbaines dans leur développement. Il s'avère, par exemple, que les secteurs informels de nombreuses villes ont réussi à s'adapter à de grands changements par le passé ; ces connaissances doivent être exploitées et utilisées par les administrations municipales. Les participant·e·s conviennent que la proportion élevée de jeunes qui peuplent de nombreuses villes des pays du Sud devrait aider à concrétiser les stratégies de résilience au changement climatique, sachant que les jeunes sont capables d'acquérir rapidement les nouvelles compétences associées aux technologies vertes et possèdent un large potentiel d'innovation. Pour exploiter cet avantage, les administrations locales doivent fournir aux jeunes urbains des espaces leur permettant de mettre au point et d'expérimenter différentes solutions, puis les aider à diffuser leurs meilleures idées et les projets pilotes réussis.



► **Les forêts** jouent un rôle vital dans le maintien des cycles urbains de l'eau et les actions menées par les villes sont cruciales pour atteindre les objectifs liés au changement climatique. L'initiative Cities4Forests s'efforce d'exploiter ces synergies et ces liens. Elle aide des villes du monde entier à investir dans les forêts intérieures (arbres et parcs urbains, etc.), les forêts avoisinantes (corridors verts, bassins versants, etc.) et les forêts éloignées (forêts tropicales, forêts boréales, etc.). Actuellement, 73 villes ont signé un partenariat avec le projet.



“ Le processus d'implication des jeunes arrive souvent trop tard. Les experts s'assoient autour d'une table et décident de ce qui doit être fait, puis en parlent à la communauté. Il est important d'organiser les actions de formation et de renforcement des capacités avant que le projet n'arrive sur la table, afin qu'au moment de participer, les jeunes disposent déjà des outils et des capacités nécessaires pour s'impliquer à toutes les étapes du projet, de la conceptualisation à la mise en œuvre.

Meremiya Hussein – Architecte et urbaniste basée au Kenya

3. PLANIFICATION URBAINE, DÉVELOPPEMENT URBAIN ET RURAL

Il n'y a pas de développement urbain sans développement rural et vice versa. Les zones urbaines comme les zones rurales sont affectées par les changements démographiques, ce qui fait de leur collaboration et de leurs échanges productifs une condition préalable au développement économique et à l'exploitation des dividendes démographiques. Elles ont pour cela besoin de structures de planification et de gouvernance fonctionnelles, capables de reconnaître la diversité des populations et de s'assurer qu'il n'y a pas de laissés-pour-compte.

Le groupe de discussion **Aménagement urbain** a tenté de déterminer comment utiliser la dynamique démographique pour guider la planification et la gouvernance urbaines. Le groupe a montré que, pour réussir à concevoir des politiques urbaines inclusives, il est crucial de disposer de données fiables sur les citadin·e·s, y compris sur les groupes vulnérables tels que les déplacé·e·s internes et les personnes qui vivent dans des implantations informelles. Cela permet de tirer parti des connaissances collectives des villes et donc de générer des solutions innovantes, adaptées aux besoins spécifiques des communautés. Les participant·e·s ont mis en avant les avantages du profilage urbain, un processus qui combine les données de différentes sources pour mieux comprendre le tissu urbain, les potentiels à explorer et les interventions à mener. Le groupe a convenu que les implantations informelles nécessitent une attention particulière : si la croissance urbaine n'est pas régulée par de bons mécanismes de planification urbaine, les implantations informelles et les conditions de vie précaires vont se développer et perdurer, empêchant les habitants de prospérer économiquement et socialement et annulant toute possibilité de réalisation des dividendes démographiques.

“ Nous avons besoin non seulement d'informations démographiques sur l'âge, le genre, etc., mais aussi de données sur les conditions socio-économiques des différents groupes qui composent les centres urbains. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions planifier efficacement et mener à bien la transformation de leurs conditions de vie en leur permettant de participer.

David G Ndegwa – Consultant indépendant basé aux États-Unis, qui travaille sur la migration, la population, la santé, le développement et l'aide humanitaire

CityRAP, un outil d'ONU-Habitat, s'intéresse aux petites villes et aux villes de taille intermédiaire des pays d'Afrique subsaharienne. Il aide les autorités municipales, les parties prenantes locales et les membres de la communauté à utiliser un processus en quatre étapes pour générer un cadre d'action en faveur de la résilience urbaine. L'outil a notamment été utilisé dans des villes secondaires de **Somalie** en plein développement. Pour mieux comprendre la demande croissante et fluctuante de services de base et faire en sorte qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte dans la planification urbaine, des profils urbains ont été élaborés pour les villes. Le processus de profilage implique dès le départ la communauté dans la collecte et le traitement des données, par exemple en utilisant les téléphones portables pour collecter des données et établir une cartographie des infrastructures de base. Les besoins les plus urgents sont classés par ordre de priorité au moyen d'un processus de planification communautaire assorti de discussions thématiques de groupe.



Les structures de planification et de gouvernance décentralisées sont souvent conçues d'un point de vue urbain. Or, comme le notent les participant·e·s au groupe de discussion **Lier développement urbain et développement rural**, cette manière de procéder ne tient pas compte de la situation dans son ensemble. Il·elle·s estiment qu'un changement de perspective est indispensable : au lieu de considérer comme allant de soi la dichotomie présumée entre l'urbain et le rural, ces deux éléments doivent être perçus comme les composantes de systèmes urbains-ruraux interconnectés. Ce lien devient particulièrement évident lorsque l'on étudie les ressources naturelles, la gestion de l'approvisionnement en eau ou les chaînes de production alimentaire. Aucun de ces éléments ne peut être défini comme urbain ou rural, mais tous nécessitent la collaboration des deux sphères. Les participant·e·s s'accordent pour dire que les décideur·euse·s doivent tenir compte de ce paramètre en adoptant une approche plus régionale de la planification et de l'élaboration des politiques. Une telle approche doit associer le développement régional et le développement économique et pourrait permettre de recréer le lien entre croissance urbaine et croissance économique – un lien qui, selon les participant·e·s, est actuellement rompu dans de nombreuses villes des pays du Sud. Les participant·e·s appellent à la création d'industries capables de soutenir les économies rurales et les économies urbaines tout au long de la chaîne de valeur et de créer des emplois pour des jeunes toujours plus nombreux. Le groupe indique également que les responsables politiques doivent porter une attention accrue aux zones périurbaines et aux périphéries urbaines où vivent de nombreuses populations particulièrement vulnérables. Ces zones ne sont actuellement pas prises en compte dans les plans de protection sociale et financière qui s'intéressent encore souvent aux habitants des villes ou des campagnes et omettent les zones intermédiaires.

► Au **Sénégal**, le conseil départemental de Saint-Louis a lancé un projet qui associe restauration des écosystèmes, action climatique urbaine et développement économique. La collaboration intermunicipale de **préservation de la mangrove au Sénégal** vise à restaurer les forêts de mangrove de la région qui sont menacées d'extinction en raison du changement climatique et du développement des activités agricoles. Les mangroves sont capables de séquestrer d'immenses quantités de carbone, ce qui les rend particulièrement importantes pour l'action climatique. La collaboration a lancé différentes activités économiques autour de la restauration des mangroves, démontrant ainsi le potentiel d'intégration du développement économique et régional et de l'action climatique.

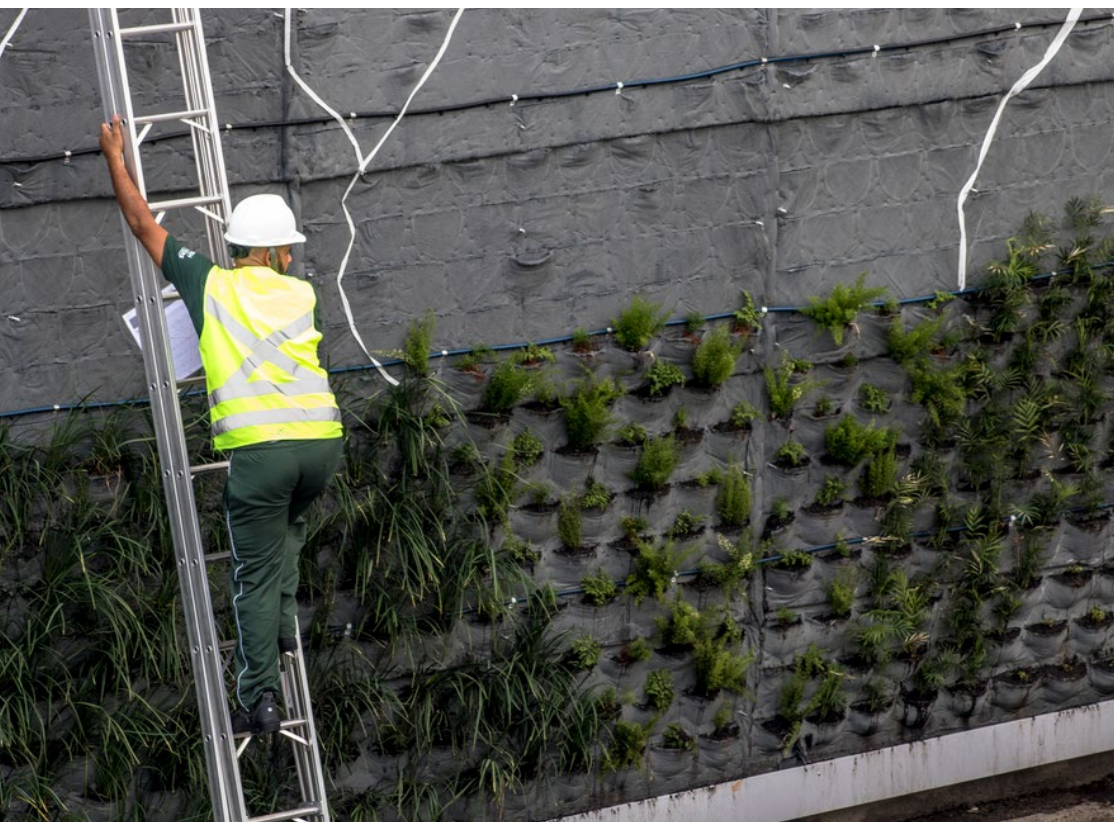


“ Nous ne pouvons pas être aussi binaires dans la distinction que nous faisons entre le rural et l'urbain. Actuellement, le développement concerne principalement les zones périurbaines, qui ne trouvent généralement pas leur place dans l'une ou l'autre de ces catégories.

Anjali Mahendra – Directeur de la recherche mondiale, World Resources Institute, Ross Center for Sustainable Cities

CONCLUSION

Les populations urbaines augmentent partout dans le monde. L'investissement dans la création de villes agréables et inclusives est une condition nécessaire pour permettre aux pays d'exploiter les dividendes démographiques. Parmi les mesures que les administrations régionales et nationales ont à leur disposition pour y parvenir figurent l'accès universel aux services de santé, la transformation verte des économies urbaines et l'inclusion des populations vulnérables dans l'élaboration des politiques urbaines. Ces outils puissants sont capables d'œuvrer en faveur de la santé et du bien-être des habitants des villes, une condition préalable au développement économique et social des individus, mais aussi de la société dans son ensemble.



MENTIONS LÉGALES

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Initiative sectorielle Dynamiques démographiques, santé et droits sexuels et reproductifs
Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60 – 0
F +49 228 44 60 – 17 66

E demografie@giz.de
I www.giz.de/en

Auteur : FLMH Labor für Politik und Kommunikation GmbH

Crédits photos/Sources :

S 1: depositphotos / skynextphoto, S 2: iStock / MOIZ HUSEIN, S 3: GIZ / Jose Diaz, S 4: shutterstock / Oxford Media Library, S 5: depositphotos / gonzalobell, S 5: iStock / t-lorien, S 6: GIZ / Dirk Ostermeier, S 7: GIZ / Thomas Imo/photothek.net, S 7: iStock / ibnjaafar, S 8: shutterstock / Vadim Petrakov, S 8: depositphotos / derejeb, S 9: deposit photos / siriwat.tree@gmail.com, S 10: iStock / Maria Elsayed, S 11: depositphoto / alfribeiro, S 11: depositphoto / tiagofernandez

Sur mandat de
la division Politique démographique, protection sociale du ministère fédéral allemand de
la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Bonn, 2022